

Le boomerang planétaire

Partage international n° 122 - Octobre 1998

par Jeremy Traylen

Maitreya dit que l'autosatisfaction est la racine de tous les maux. C'est une « mentalité qui pourrait se résumer par la formule : « Pour moi, tout va très bien, merci. » Cet état d'esprit conduit aussi bien les individus que les institutions à se déconnecter des réalités de la vie. Dans cette situation d'isolement, on n'a plus guère de vision ni de sens pratique. » Cette situation a été on ne peut mieux illustrée par le Sommet du G-8, lorsqu'en mai dernier, les chefs d'Etats et de gouvernements des démocraties les plus riches se sont rencontrés à Birmingham, en Grande-Bretagne. En tête de leur agenda : les récents événements en Indonésie et en Inde.

La question de la dette du tiers-monde venait bien après sur la liste. Rappelons que les pays en voie de développement dépensent annuellement 270 milliards de dollars pour le service de la dette. L'aide occidentale une fois déduite, c'est plus de 200 milliards qui viennent remplir les coffres des nations industrialisées. Cela signifie que, après ce transfert, les gouvernements des pays pauvres n'ont plus grand chose à investir dans la santé, l'éducation et les autres secteurs essentiels. Si la dette de l'Afrique, seule, était annulée, cet argent permettrait de sauver la vie d'environ 21 millions d'enfants, d'ici l'an 2000, et de fournir à 90 millions de jeunes filles et de femmes l'accès à une éducation de base.

Que le Sommet du G-8 ait discuté la question de la dette, c'est en grande partie grâce à la pression politique exercée par la coalition des organisations caritatives religieuses Jubilé 2000 et à sa campagne internationale entreprise en 1996². La coalition s'était également assurée que la *vox populi* serait parfaitement entendue en mobilisant 70 000 personnes dans les rues de Birmingham durant la rencontre.

En vain : les membres du G-8 ne prirent aucune décision sur la question de la dette. Andrew Sims, de Christian Aid, réitère sa déception : « Chaque année, le G-8 claironne des promesses concernant l'allègement du fardeau des pays pauvres, mais

invariablement, le tiers monde reste piégé dans la dépendance, avec des programmes d'assistance incapables d'enrayer la succession des catastrophes. L'Occident ne réussit pas à comprendre que la réduction de la moitié de la pauvreté mondiale, d'ici l'an 2015, n'est possible qu'à condition d'aborder la question de la dette de façon plus réaliste, c'est-à-dire plus courageuse : avec le genre d'aide que reçut l'Allemagne après la Seconde Guerre mondiale. »

L'endettement du tiers monde n'est pas seulement une question d'ordre humanitaire. Les autres questions figurant sur l'agenda du Sommet, telles que l'emploi, le réchauffement planétaire ou le problème de la drogue sont affectées par le problème de la dette. Si les gouvernements décidaient des mesures radicales à ce sujet, ils contribueraient à éclaircir de façon significative ces quatre points noirs en même temps.

Tel est le discours que tient la militante Susan George, présente durant les manifestations de Birmingham, et qui avait participé par ailleurs à un rassemblement annuel connu sous le nom de « Sommet populaire ». Son expression « *le boomerang de la dette* » date de 1992. C'est une façon de décrire comment le problème de la dette du tiers monde rebondit sur les pays industrialisés de manière totalement inévitable.

Les programmes d'ajustement structurel

Les programmes d'ajustement structurel, imposés par le Fonds monétaire et la Banque mondiale, dans la plupart des cas de redressement financier, sont au cœur du problème : le but de l'opération étant d'inciter les pays en difficultés à accroître leurs réserves monétaires et surtout leurs devises convertibles, de manière à pouvoir assumer les remboursements. C'est ainsi que lorsque la crise de la dette fit plonger le tiers monde dans les années 1980, des dépenses gouvernementales furent amputées, des biens nationaux privatisés et des travailleurs du secteur public licenciés. On dévalua des monnaies locales et l'on mit la pression sur les revenus du commerce extérieur afin d'obtenir des devises fortes à n'importe quel prix : des ressources naturelles non renouvelables, telles que les forêts et les zones de pêches, furent mises à contribution, et de vastes étendues de terres cultivables furent converties à l'agriculture d'exportation (activité instable parce que totalement dépendante des

fluctuations du marché mondial et des spéculateurs-acheteurs occidentaux). Des citoyens perdirent leurs emplois et des petits cultivateurs furent expropriés. Cette politique aveugle créa un exode de population à la recherche d'un moyen de subsistance. De plus en plus nombreux, ces réfugiés économiques se mirent à dévaster les forêts, à la fois pour le combustible et pour y faire pousser de quoi se nourrir.

Parallèlement, l'hystérie mercantile et la création d'immenses fermes d'élevage intensif monopolisèrent des forces vives. Les austérités budgétaires eurent pour conséquence l'abandon des programmes de protection écologique. Le Brésil, par exemple, qui est à la fois le premier débiteur du tiers monde et la plus grande réserve forestière de la planète, continue d'abattre ses arbres au rythme quotidien de 50 000 km².

Dans ce cas précis, la dette est clairement connectée à la déforestation qui, à son tour, entraîne un réchauffement planétaire. Ce genre de problématique se retrouve dans d'autres situations en rapport avec l'environnement. Des études américaines, portant sur 33 comtés qui pompent leur eau de table dans le Rio Grande, révèlent un nombre beaucoup plus élevé de cancers du foie et de la vessie que la moyenne nationale. C'est là un effet secondaire du désastre écologique en marche de l'autre côté de la frontière avec le Mexique, dans la zone dite de la Maquiladora. Dans sa course aux devises, le Mexique a accueilli 1 800 usines étrangères le long de sa frontière nord. L'absence totale de régulations écologiques a entraîné le rejet d'une énorme quantité de déchets toxiques qui, ironie de la causalité, retourne à l'expéditeur et pollue les Etats-Unis sans être inquiété par les services d'immigration.

Les répercussions sont aussi d'ordre économique (pour les salariés américains) puisque l'absence de salaire minimum garanti, de protection de l'emploi, d'assurance chômage, de législation concernant le travail des enfants ou de taxes anti-pollution attire vers ce triste Eldorado les prédateurs capitalistes dont les profits sont de plus en plus menacés, chez eux, par les pressions des syndicats traditionnels comme par celles des lobbies écologistes et autres associations de citoyens sans illusion quant au discours néolibéral de l'administration Clinton.

Mais le problème est plus fondamental : le remboursement des dettes obligeant à un accroissement de l'exportation du tiers monde vers les pays industrialisés, ces derniers se retrouvent tôt ou tard avec un déficit commercial. C'est ainsi que les années 1980 virent un gigantesque renversement de tendance dans la balance des paiements des

Etats-Unis : on estime que les pertes d'exportation vers les pays en voie de développement coûtèrent environ 1,4 million d'emplois. Pour l'ensemble des pays riches, la croissance en matière d'exportation passa de 8 % à zéro.

Les conséquences sociales

A la même époque, la crise du monde rural américain fit aussi partie des retombées. Durant les années 1970, l'accumulation de la dette du tiers monde entraîna logiquement une consommation de produits occidentaux, ce qui profita largement aux agriculteurs américains. Ce boom commercial poussa les fermiers eux-mêmes à emprunter pour accroître leur production. Quand la crise se déclara, non seulement le tiers monde stoppa ses importations, mais sa fuite en avant à l'exportation cassa l'équilibre unilatéral du marché. L'effet boomerang ne s'arrêta pas là, 400 000 familles d'agriculteurs firent faillite, entraînant dans leur chute l'ensemble des entreprises et des services des communautés rurales qui, à leur tour, firent sombrer les banques.

La crise de la dette frappa donc de plein fouet une économie américaine déjà fragilisée. L'envolée des courbes du chômage et la chute ou la stagnation des salaires, corollaires classiques du système capitaliste, créèrent des conditions propices à une expansion de la consommation et donc du trafic de drogue, sans doute le principal problème social actuel des Etats-Unis. Le chômage et l'émiettement du pouvoir d'achat eurent un effet à deux niveaux sur l'évolution du mal : ils créèrent les conditions psychologiques de la toxicomanie et parallèlement, le cercle vicieux se développa par l'attraction que ce commerce exerça sur une population sans aucun avenir socio-économique, créant un afflux et une facilité d'accès vers les substances psychotropes qui étendirent d'autant plus vite leur influence sur de nouvelles catégories de population. D'un côté, l'Amérique du Nord se fit donc piéger dans ce cycle infernal ; et de l'autre, les économies de la région andine de l'Amérique du Sud s'engouffrèrent dans la production intensive.

La cas de la Bolivie est très représentatif : en 1981, les chiffres officiels du chômage étaient de 6 % ; en 1988 il passèrent à 22 %, alors qu'ils devaient se situer en réalité autour de 35 %. Il s'ensuivit une conséquence logique : les paysans sans terres et les ouvriers laissés pour compte se ruèrent sur la culture de la coca, qui augmenta aussitôt de 250 %. A la fin des années 1980, la production et le commerce de la coca, brute ou raffinée, employaient environ 40 % de la population active et permettaient au pays de faire face à ses emprunts au FMI, en atteignant des

sommets de 80 % sur la globalité des exportations. Bien que par la suite, les pressions exercées par le Bureau des narcotiques américain poussèrent le gouvernement bolivien à entreprendre des destructions ponctuelles de récoltes d'importance mineure, le danger évident d'une action radicale le retint à juste titre d'obtempérer. Comme le fait remarquer l'ancien gouverneur de la Banque centrale de Bolivie : « *La cocaïne est une sorte de tampon qui nous protège de l'explosion sociale.* »

La dette et la guerre

Venons en maintenant à l'un des moteurs principaux des conflits contemporains. Après la défaite de 1918, l'Allemagne dut faire face à des réparations représentant 15 % des revenus de son commerce extérieur : on considère que ce facteur fut prépondérant dans la génération du conflit qui embrasa le monde vingt ans plus tard.

La situation actuelle du tiers monde est comparable, tout au moins sur le plan financier. C'est ici 20 % des exportations qui alimentent le service de la dette, accélérant la spirale de la misère et de la guerre civile. L'avertissement de Benjamin Creme est parfaitement clair : « *Notre monde est tellement divisé, les tensions inhérentes à ces divisions sont si intenses qu'elles portent en elles les germes d'une troisième guerre mondiale, probablement une guerre nucléaire, qui détruirait toute vie sur cette planète.* » Une déclaration qui fait froid dans le dos, si l'on considère l'aspect négatif des récentes explosions nucléaires de l'Inde et du Pakistan et le regain de tension que ces essais ont provoqué dans cette région où le bras de fer (pour ne pas parler de guerre froide) est aussi la règle.

En 1953, les Alliés firent preuve de sagesse et de discernement en ne commettant pas une autre erreur historique : ils annulèrent la dette allemande jusqu'à concurrence de 3,5 % de ses exportations. Les effets « boomerang » ne sont pas uniquement néfastes, ils peuvent également instaurer un équilibre bénéfique pour tous, comme dans le cas des échanges commerciaux entre les Etats-Unis et l'Europe en

1947. La même logique commandait que, pour préserver ses exportations avec le vieux continent en ruines, on lui donne les moyens de relancer sa machine économique et, partant, la demande. C'est ainsi que le Plan Marshall fut lancé, accompagné d'une enveloppe de 90 milliards de dollars actuels. On évita l'effondrement de l'Europe mais surtout les deux parties y gagnèrent, grâce à la restauration de la paix et de la prospérité : on avait réussi à contrôler le boomerang planétaire, c'est-à-dire la loi de cause à effet.

En 1982, quand cette crise de la dette du tiers monde se manifesta, on était pourtant devant le même scénario. Mais les hommes politiques de cette époque n'étaient pas perméables à l'inspiration et à la vision, comme le furent leurs prédécesseurs, et une grande partie de l'humanité en pâtit. Néanmoins, il est encore temps de réparer cette erreur et d'inverser le processus, mais pour cela nous devons abandonner tout esprit de suffisance.

Notes

1. La loi de cause et d'effet, Partage international, numéro spécial.
2. Voir : Abolir l'esclavage de l'endettement, Partage international, juin 1998.
3. La Mission de Maitreya, tome III (version française en préparation)
4. Voir : Quand le partage a sauvé le monde, Partage international, juillet-août 1998.

Références

Breaking the Chains, A Guardian special report, <http://report.guardian.co.uk/debt/index.html>
Susan George, The Debt Boomerang : How third World Harms Us All, Pluto Press, 1992.

Auteur : Jeremy Traylen, économiste, est correspondant de partage International en Nouvelle Zélande.

Thématiques : [Sciences et santé](#), [Société](#), [environnement](#), [politique](#), [Économie](#)

Rubrique : [Divers](#) ()